

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIVITÉS DU CENTRE  
DU COMMERCE INTERNATIONAL (ITC)  
DANS LE DOMAINE SPS**

COMMUNICATION DE L'ITC – PÉRIODE VISÉE:  
DU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2019 AU 1<sup>ER</sup> MARS 2020

La communication ci-après, reçue le 9 mars 2020, est distribuée à la demande du Centre du commerce international.

---

Le Centre du commerce international (ITC) poursuit ses efforts pour aider les entreprises à respecter les prescriptions techniques. Des renseignements actualisés sur certaines activités liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) qui présentent un intérêt pour les Membres de l'OMC sont communiqués ci-après.

## **1 PROJETS**

### **1.1 Guinée: Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes – INTEGRA (août 2018-août 2022/donateur: Union européenne)**

1.1. Ce projet est une initiative conjointe de l'Union européenne et du gouvernement de la Guinée et a pour but de contribuer à prévenir et à réduire au minimum les migrations irrégulières en soutenant le développement économique de la Guinée par l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et la réintégration des migrants de retour.

1.2. Campagne régionale de sensibilisation sur la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires (du 28 octobre au 7 novembre 2019 et du 13 au 24 janvier 2020): parmi les activités inscrites dans le cadre des initiatives en matière d'entrepreneuriat à destination des jeunes, une campagne de sensibilisation sur le thème "La qualité: une stratégie pour la jeunesse de la Guinée" a été menée par une équipe de formateurs qualifiés. Dans le cadre de cette campagne, une équipe de 20 formateurs composée de représentants d'institutions liées à la qualité, d'agences de promotion des exportations et de PME privées ont animé une série d'ateliers dans 8 régions différentes pour sensibiliser les représentants de 290 micro, petites et moyennes entreprises aux avantages de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, et aux méthodes pertinentes. Des affiches et des brochures en français ont été largement diffusées dans le cadre de cette campagne.

### **1.2 Soudan: Soutien à l'accession du Soudan à l'OMC et aux réformes des politiques commerciales connexes (mars 2019-février 2020/donateur: gouvernement du Japon)**

1.3. Ce projet vise à faire adopter des réformes compatibles avec les règles de l'OMC et à faire avancer le pays sur la voie de l'accession à l'OMC, contribuant ainsi à une croissance économique inclusive et durable, au plein emploi productif et à un travail décent pour tous.

1.4. Formation sur la surveillance des risques phytosanitaires à l'intention des ONPV (du 19 au 23 janvier 2020): parmi les activités visant à renforcer les institutions SPS, comme la Direction nationale des affaires phytosanitaires du Soudan, 25 fonctionnaires pertinents ont reçu une formation sur l'analyse et la surveillance des risques phytosanitaires, y compris des renseignements actualisés sur les risques liés aux organismes nuisibles réglementés, lors d'un atelier de 5 jours

s'appuyant sur les directives et les méthodes de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). À la demande de l'ONPV, des cas relatifs aux mouches des fruits, au chancre des agrumes, à *Trogoderma granarium* et à *Aspergillus* spp. ont aussi été examinés.

1.5. Des participants venus de 12 régions du Soudan ont bénéficié de la formation. Ceux qui venaient de régions en dehors de Khartoum se sont félicités de la tenue de l'atelier et ont souligné l'importance d'y participer en précisant qu'il s'agissait de la première fois qu'ils avaient l'occasion de le faire.

### **1.3 Soutien de la facilitation des échanges entre les Parties à l'ALEEC (janvier 2017-février 2020/donateur: Union européenne)**

1.6. Ce projet a été réalisé avec l'Agence allemande de développement international, GIZ (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*), et vise à accroître les échanges entre les parties à l'Accord de libre-échange de l'Europe centrale (ALEEC) afin de stimuler la compétitivité par des actions visant à réduire et, à terme, à supprimer les mesures non tarifaires ayant le plus d'effet de distorsion pour un certain nombre de produits désignés.

1.7. Formation sur les contrôles intégrés des importations fondés sur le risque (du 10 au 12 décembre 2019): ce projet inclut, entre autres activités, un atelier de formation qui s'est tenu à Belgrade sur le thème "Établissement d'un cadre intégré fondé sur les risques pour la conformité des importations: outils pour un équilibre entre facilitation des échanges et sécurité". Des représentants d'agences de réglementation dans le domaine SPS de sept pays ont participé à la formation dans laquelle ils ont reçu une présentation sur des méthodes et pris part à des exercices d'application de celles-ci. Les sujets traités étaient les suivants: Introduction à la gestion des risques et établissement du contexte; Gestion du risque dans les cadres réglementaires: établissement de prescriptions réglementaires et de procédures de mise en conformité; et Gestion des risques concernant la conformité des importations: répondre aux risques liés à la non-conformité.

### **1.4 Programme UE-CAE d'amélioration de l'accès aux marchés (MARKUP) (juillet 2018-juillet 2022/donateur: Union européenne)**

1.8. Ce projet, financé par l'UE, vise à contribuer au développement économique de la région de la CAE (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) et a pour objectif spécifique d'améliorer l'accès aux marchés de l'Union européenne et des cinq partenaires de la CAE des cultures agro-industrielles et horticoles. Les produits sélectionnés sont l'avocat, le cacao, le café, les épices et le thé.

1.9. Mise en œuvre des normes de certification Global GAP par les producteurs d'avocats au Kenya et en Tanzanie (juin 2019-décembre 2020): à l'issue d'une évaluation diagnostique, neuf groupes de producteurs d'avocats tanzaniens (représentant un total de 446 agriculteurs) affiliés à des sociétés d'exportation ont reçu une aide pour la mise en œuvre des normes Global GAP en vue de l'obtention d'une certification et de l'amélioration de leur accès aux marchés de l'UE. Les groupes de producteurs ont reçu une formation sur les bonnes pratiques agricoles, les bonnes pratiques d'hygiène et les prescriptions de ces normes. Il a été développé des systèmes de gestion de la qualité et élaboré des manuels de qualité. Des analyses du sol, de l'eau et des produits sont en cours. À la demande des partenaires, la norme Global GAP pertinente est en train d'être traduite en swahili en collaboration avec les bureaux de Global GAP.

1.10. Dans le même ordre d'idées, une aide est apportée à huit groupes de producteurs d'avocats kényans depuis février 2020.

### **1.5 Programme d'amélioration de l'accès aux marchés pour le Burundi (MARKUP) (juillet 2018-juin 2022/donateur: Union européenne)**

1.11. Ce projet vise à améliorer les services relatifs à l'infrastructure qualité en accordant une attention particulière aux secteurs du café et du thé. Après une évaluation de 7 laboratoires d'essai, 11 lots d'équipements (240 articles) ont été fournis aux bénéficiaires.

---

**1.6 Assistance liée au commerce pour le Myanmar (ARISE Plus - Myanmar) (juillet 2019-juin 2023/donateur: Union européenne)**

1.12. Le projet ARISE Plus vise à établir une croissance inclusive et durable du commerce au Myanmar en fournissant un soutien aux MPME dans certaines chaînes de valeur (volet 1), en améliorant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la conformité aux mesures SPS (volet 2) et en élaborant et mettant en œuvre des politiques commerciales (volet 3). La phase initiale du projet a débuté en août 2019 et s'est achevée en février 2020. Dans le cadre du volet 2, un certain nombre d'activités ont été menées dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des questions SPS, comme la préparation d'une campagne de sensibilisation aux normes et aux questions SPS, l'élaboration d'un projet de manuel sur la gestion de la qualité au Myanmar, l'évaluation de laboratoires et la tenue de discussions de sensibilisation à la réglementation de l'UE en matière d'importation et d'exportation. Une aide a aussi été apportée pour la mise en œuvre du Plan national de surveillance des résidus pour les exportations vers l'Union européenne. Une formation a été dispensée aux inspecteurs, aux apiculteurs et aux transformateurs pour assurer la mise en conformité avec la réglementation de l'UE.

1.13. Le projet ARISE Plus, avec son volet consacré aux mesures SPS, permettra de créer des synergies avec ARISE+Regional, les autres projets en cours de l'ITC et leurs volets connexes consacrés à la qualité et aux mesures SPS. Les projets concernés sont les suivants: développement du tourisme inclusif dans l'État de Kayah (consolidation) et la région de Tanintharyi (extension) (NTF IV), financé par le Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas; projet de commerce et d'investissement du Myanmar financé par le DFID; Myanmar: amélioration de l'offre de produits horticoles et du tourisme responsable pour développer des liens commerciaux, Groupe des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives – financé par le Fonds d'affectation spéciale du Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse (SECO).

**1.7 Afghanistan: assistance liée au commerce (août 2016 - Prolongation jusqu'en mars 2020/donateur: Union européenne)**

1.14. Ce projet vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies commerciales, notamment en ce qui concerne la gestion de la qualité et les mesures SPS. Le Ministère du commerce et de l'industrie (MoIC) est le principal interlocuteur de ce projet. Le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage (MAIL), le Ministère de la santé publique (MoPH), l'Agence nationale de normalisation (ANSA) et les associations sectorielles concernées comptent parmi les bénéficiaires.

1.15. Une assistance technique a été fournie aux laboratoires par un expert international en novembre 2019. Plusieurs activités de sensibilisation dans le domaine de la métrologie ont eu lieu en février 2020, y compris la modernisation du laboratoire de métrologie et l'achat de matériel connexe.

**1.8 Tadjikistan: assurer l'accès aux marchés pour les produits agricoles au moyen d'un système amélioré de sécurité sanitaire des produits alimentaires (mars 2018-février 2021/STDF-PG-447)**

1.16. Ce projet vise à améliorer la compétitivité à l'exportation des petites et moyennes entreprises tadjikes et la sécurité sanitaire des produits alimentaires grâce à une meilleure utilisation des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires, en particulier dans les secteurs de l'abricot et du miel. Il contribue à améliorer l'accès aux marchés pour les produits à forte valeur ajoutée des producteurs et des transformateurs tadjiks du secteur agroalimentaire et à élever le niveau de sécurité sanitaire des produits alimentaires tadjiks en réduisant le risque de contamination et en améliorant les systèmes de contrôle et de suivi des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires.

1.17. L'ITC a donné une formation à 30 experts tadjiks du secteur du miel et des abricots sur les bonnes pratiques agricoles (BPA), la gestion intégrée des organismes nuisibles, les bonnes pratiques d'hygiène (BPH), les prescriptions régissant l'accès au marché de l'UE et les techniques de récolte et de post-récolte. L'équipe de conseillers fera suivre les connaissances et le contenu de la formation aux bénéficiaires finals, c'est-à-dire aux cultivateurs, aux producteurs et aux transformateurs de miel et d'abricots de trois régions du Tadjikistan.

1.18. Le projet a aidé le Tadjikistan à mettre en place un groupe de travail chargé d'élaborer un plan national de surveillance des résidus, qui est une condition préalable à l'accès au marché de l'UE pour le miel. Le Tadjikistan devrait présenter le plan pour la première fois en mars 2020.

### **1.9 SYMST: Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (volet concernant la RDP lao) (décembre 2018-octobre 2021/donateur: Union européenne)**

1.19. L'objectif global du projet est d'améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires au moyen d'une meilleure gouvernance. Le projet vise à renforcer le cadre réglementaire relatif au contrôle phytosanitaire et au contrôle des pesticides dans le secteur des fruits et légumes et en ce qui concerne d'autres produits végétaux au moyen de l'application de règles et de normes, et à améliorer l'accès aux marchés. En RDP lao, la phase d'identification est terminée. En janvier 2020, un atelier technique a validé les constatations, les secteurs, régions et marchés cibles (pamplemousse à Luang Namtha destiné à l'exportation vers la Chine; riz à Vientiane destiné à l'exportation vers l'Union européenne et piment et basilic à Paksé destinés à l'exportation vers l'Union européenne) et le plan d'action visant à résoudre les problèmes SPS identifiés.

1.20. Le projet a été lancé officiellement le 29 janvier 2020. Un plan d'action visant à résoudre les problèmes a été convenu avec les parties prenantes.

#### **Pour de plus amples renseignements, prière de contacter:**

**Ludovica Ghizzoni**, Conseillère en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Téléphone: +41 22 730 0638

Fax: +41 22 730 0576

Adresse électronique: [ghizzoni@intracen.org](mailto:ghizzoni@intracen.org)

**Khemraj Ramful**, Conseiller principal en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Téléphone: +41 22 730 0487

Fax: +41 22 730 0576

Adresse électronique: [ramful@intracen.org](mailto:ramful@intracen.org)

#### **PROGRAMME DE GESTION DE LA QUALITÉ À L'EXPORTATION DE L'ITC**

**Site Web:** <http://www.intracen.org/eqm>

**Twitter:** <http://www.twitter.com/ITCstandards>

---